

Aide au développement

qui est justement en train de le ruiner, c'est-à-dire un problème militaire.

Tel serait le résultat de ce que l'on propose dans la motion à l'étude. Les conséquences seraient tragiques puisque l'on exigerait que le Mozambique réduise ses forces armées. Il est plutôt incohérent, semble-t-il, de la part de nos collègues néo-démocrates de vouloir d'une part, que nous prenions des mesures, afin d'aider les pays de la ligne de front et d'autre part, que nous adoptions une motion qui réduirait de 1 p. 100 leurs moyens militaires, qui sont déjà limités à l'heure actuelle. Le NPD voudrait-il que nous réduisions ou supprimions notre aide au Nicaragua? Après tout, le Nicaragua doit accroître ses forces militaires, afin de lutter contre les Contras appuyés par les Américains et les bandes de terroristes. Le NPD souhaite peut-être que le Nicaragua réduise ses dépenses militaires de 1 p. 100, afin de recevoir notre aide au développement?

Les termes de la motion montrent bien l'incohérence de cette proposition. L'aide que nous apportons à ces pays ne peut être fonction de leurs dépenses militaires. Certains pays ne pourraient supporter un programme de ce genre. Il serait tragique de le leur imposer.

Le NPD est incohérent de bien d'autres façons également. Il nous propose de réduire nos dépenses militaires de 1 p. 100. Je prétends qu'il s'agit là aussi d'une proposition illogique, si le NPD souhaite également que le Canada se retire de l'OTAN. Dans ce cas, nous devrions, selon moi, consacrer davantage à notre défense plutôt que moins, si nous voulons conserver notre souveraineté. En effet, si nous nous retirons d'un organisme au sein duquel nous partageons les coûts, notre capacité de défense sera, semble-t-il, réduite, à moins que nous n'augmentions nos dépenses militaires.

En fait, le NPD se rend peut-être compte qu'il ne s'agit pas de réduire les sommes consacrées à la défense, mais de mieux définir nos priorités. Le Canada se doit de consacrer certaines sommes à la défense, s'il veut continuer à oeuvrer pour la paix. Il lui faut accroître ces dépenses s'il entend jouer un plus grand rôle dans le contrôle et la vérification du désarmement. Il est insensé, semble-t-il, de vouloir d'une part, se retirer de l'OTAN, et d'autre part, réduire nos dépenses militaires.

Je voudrais également préciser que depuis fort longtemps, le NPD présente des idées incohérentes et contradictoires. Il nous a tout d'abord proposé de réduire les sommes consacrées à l'OTAN. Nous avons ensuite entendu la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett) appuyer le terrorisme et la violence. Nous devons maintenant supporter la motion également ridicule du député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly).

● (1440)

Je me demande ce qui va sortir encore de ce parti de stratégies militaires!

M. Bud Bradley (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, si un gouvernement canadien mettait en oeuvre les dispositions de fond proposées

par le député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly), des fonds alloués à la défense seraient détournés vers l'aide étrangère pour le développement. A première vue, en supposant que le monde soit parfait, personne ne peut s'opposer à un objectif aussi bien intentionné, et j'insiste, j'estime honnêtement que la motion est bien intentionnée. Or le monde n'est pas parfait. Il semblerait que la motion et la plupart des politiques du parti du député en matière d'affaires étrangères et de défense procèdent de la même conception idéaliste et naïve.

L'appui accordé par le NPD à de telles politiques ne tient bien commodément pas compte des réalités historiques, actuelles et futures régissant les affaires mondiales. Les néo-démocrates refusent bien commodément d'admettre l'existence de la défense du Canada et de ses priorités économiques qui ont été et continueront d'être définies en fonction du fait que le Canada existe dans un monde interdépendant et imparfait.

Étant donné le monde dans lequel nous vivons, le Canada n'a à présenter d'excuses à personne au sujet du niveau de l'aide officielle au développement qu'il accorde à d'autres pays. Toutefois, jusqu'à tout dernièrement, le 5 juin plus précisément, ce n'était pas tout à fait le cas en ce qui a trait aux efforts déployés par le Canada au titre de sa défense.

Alors que le Canada avait fermement établi sa réputation comme intervenant crédible sur la scène mondiale, en participant aux efforts de défense collectifs déployés lors de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, en Corée, avec l'OTAN et le NORAD pendant l'après-guerre, et en prenant une multitude d'initiatives diplomatiques, dont un bon nombre par le biais des Nations Unies, cette réputation internationale s'est un peu ternie du fait des programmes de défense que le gouvernement précédent avait mis en oeuvre. Or c'est précisément cette situation que le gouvernement actuel s'emploie à corriger.

Pendant plus de 16 ans, le programme de défense du Canada n'a pas bénéficié de crédits insuffisants, ce qui fait que le matériel des Forces armées du Canada laisse à désirer sur le plan de la quantité et de la qualité. Même quand l'ancien gouvernement a décidé tardivement d'entreprendre un programme de rééquipement, il a refusé de s'y engager financièrement à long terme. Comment les planificateurs de la défense pourraient-ils travailler dans de telles conditions alors qu'il faut plus de 15 ans pour réaliser l'acquisition de systèmes d'armement importants? Le gouvernement précédent a fait preuve d'un manque total de prévoyance au sujet de la politique de défense.

Quand le ministre de la Défense nationale (M. Beatty) a déposé, le 5 juin, le Livre blanc du gouvernement, il a établi une politique de défense éclairée. Elle se fondait sur les réalités mondiales et le rôle que le Canada devait y jouer, sur le seul principe valide pour notre pays à savoir celui de la défense collective, sur notre capacité économique et sur le désir de tous les Canadiens de préserver leur mode de vie.